

Table des matières

Introduction	37
1. La notion de rémunération en droit de la sécurité sociale	37
2. La notion de rémunération en droit fiscal	38
2.1. <i>Principes</i>	38
2.2. <i>Cotisation sur les commissions secrètes</i>	39
3. La notion de rémunération en droit du travail	40
4. Avantages de toute nature excessifs : nouvelle sanction	40
4.1. <i>Avantages visés</i>	41
4.2. <i>Notion d'octroi « excessif »</i>	41
4.3. <i>Calcul de la limite de 20 %</i>	41
4.3.1. <i>Par catégorie</i>	41
4.3.2. <i>Évaluation des avantages</i>	41
4.4. <i>Sanction en cas de dépassement</i>	41
<u>Chapitre 1</u>	
Avantages en nature <i>stricto sensu</i>	43
1. Principes	44
2. Limites	45
3. Aspects de sécurité sociale	45
4. Traitement fiscal	45
5. Déductibilité	47
6. Que se passe-t-il en cas de suspension du contrat de travail ?	47
<u>Chapitre 2</u>	
Avantages non récurrents liés aux résultats	49
1. Champ d'application	50
1.1. <i>Travailleurs</i>	50
1.2. <i>Employeurs</i>	50
1.3. <i>Employeurs exclus</i>	51
2. Définition du système d'avantages liés aux résultats	51
2.1. <i>Critère objectif</i>	51
2.2. <i>Collectif</i>	52
2.3. <i>Non récurrent</i>	52

3.	Objectifs	52
3.1.	Objectifs exclus.....	53
3.2.	Objectifs concernant le bien-être des travailleurs au travail	53
3.3.	Objectifs en lien avec la mobilité	54
3.4.	Exemples d'objectifs.....	54
3.4.1.	Objectifs d'ordre économique et financier	54
3.4.2.	Objectif visant l'amélioration de la performance collective et de l'image de marque de l'entreprise	54
3.4.3.	Objectifs liés au bien-être au travail et à la sécurité	56
3.4.4.	Objectifs liés à la responsabilité sociétale des entreprises, à la protection de l'environnement/à l'écologie.....	56
3.4.5.	Objectifs liés à la mobilité	56
3.4.6.	Objectifs liés à d'autres défis sociaux.....	57
4.	Instauration du système	57
4.1.	Initiative.....	57
4.2.	Instauration par convention collective de travail.....	58
4.3.	Instauration par acte d'adhésion.....	60
4.3.1.	Mentions obligatoires	60
4.3.2.	Procédure.....	60
4.3.3.	Contrôle de forme et contrôle marginal	69
4.3.4.	Information des travailleurs	69
5.	Le plan d'octroi	69
5.1.	Mentions obligatoires.....	69
5.1.1.	Groupe cible	70
5.1.2.	Objectifs.....	70
5.1.3.	Période de référence	70
5.1.4.	Méthode de suivi et de contrôle.....	70
5.1.5.	Procédure applicable en cas de contestation des résultats.....	71
5.1.6.	Avantages	72
5.1.7.	Modalités de calcul des avantages	72
5.1.8.	Moment et modalités de calcul.....	74
5.1.9.	Durée de validité du plan	75
5.2.	Mentions facultatives.....	75
6.	Possibilité de modifier les objectifs ou les niveaux à atteindre	75
6.1.	Plan d'octroi introduit par convention collective de travail.....	75
6.2.	Plan d'octroi introduit par acte d'adhésion.....	75
7.	Pas en remplacement ou en conversion de la rémunération existante	76
8.	Traitement social et fiscal	76
8.1.	Traitement social	76
8.2.	Traitement fiscal.....	78
8.3.	Dépassement du plafond.....	78

8.4. Occupation chez plusieurs employeurs	78
8.5. Distribution de l'exonération fiscale dans l'impôt final	79
9. Information des travailleurs.....	80
9.1. Mentions obligatoires.....	80
9.2. Document social.....	80
10. Droit du travailleur et interaction avec les autres législations	80
10.1. Revenu minimum mensuel moyen	81
10.2. Travailleurs intérimaires.....	81
10.3. Cas du transfert d'entreprise.....	82
10.4. Travailleurs étrangers.....	82
11. Modèles.....	82
11.1. Convention collective de travail	82
11.2. Acte d'adhésion	88
11.3. Fiche d'information à remettre au travailleur à l'échéance de la période concernée pour l'octroi d'un avantage non récurrent lié aux résultats.....	93

Chapitre 3

Cadeaux et libéralités.....	95
1. Cadeaux et chèques-cadeaux.....	96
1.1. Aspects de sécurité sociale.....	96
1.1.1. Saint-Nicolas, Noël ou Nouvel An	96
1.1.2. Distinction honorifique.....	97
1.1.3. Mise à la retraite.....	97
1.1.4. Dispositions communes.....	98
1.2. Traitement fiscal.....	100
1.2.1. Dans le chef du travailleur	100
1.2.2. Dans le chef de l'employeur	102
1.3. Synthèse.....	102
2. Libéralités	103
2.1. Aspects de sécurité sociale.....	103
2.2. Traitement fiscal.....	105
3. Aspects de droit du travail.....	106

Chapitre 4

Droits d'auteur.....	107
1. Notion de droits d'auteur et cessibilité	108
1.1. Types de droits	108
1.1.1. Le droit patrimonial.....	108
1.1.2. Le droit moral	108

1.2. Titulaire du droit d'auteur dans le cadre de la relation de travail	108
1.2.1. Principe : le travailleur	108
1.2.2. Exception : l'employeur	109
1.3. Cession des droits d'auteur	109
2. Aspects de sécurité sociale	110
2.1. Position de la Cour de cassation depuis 2014	110
2.2. Nouvelle réglementation depuis le 1 ^{er} janvier 2023	110
2.2.1. Pas en remplacement	110
2.2.2. Champ d'application	111
2.2.3. Limitation du montant	111
2.2.4. Déclaration	112
3. Traitement fiscal	113
3.1. Limitation du champ d'application	113
3.1.1. Situation actuelle	113
3.1.2. Réformes à venir ?	114
3.2. Précompte mobilier	115
3.2.1. Taux et déduction des frais professionnels	115
3.2.2. Limite absolue	117
3.2.3. Limite relative	117
3.2.4. Déclaration et paiement	119
3.2.5. Fiche fiscale	120
4. Droit du travail	120
4.1. Principes	120
4.2. Prise en compte dans le calcul de l'indemnité compensatoire de préavis	120
4.3. Prise en compte pour le respect du salaire minimum	121

Chapitre 5

Éco-chèques	123
1. Éco-chèques sous forme électronique	124
2. Aspects de sécurité sociale	125
2.1. Conditions d'exonération	125
2.1.1. Remplacement	125
2.1.2. Conditions à remplir	126
2.2. Sanction	127
3. Traitement fiscal	127
3.1. Dans le chef du travailleur	127
3.2. Dans le chef de l'employeur	127
4. Mode de calcul du nombre d'éco-chèques à octroyer aux travailleurs	128
4.1. Travail à temps partiel	128
4.2. Entrées, sorties, changements de catégorie et suspensions de contrat	128

4.3. Problème des arrondis.....	129
4.4. Modalités particulières de paiement.....	130
5. Information des travailleurs.....	130
6. Liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques.....	130
7. Modèles.....	133
7.1. Convention collective de travail concernant l'octroi d'éco-chèques.....	133
7.2. Convention individuelle relative à l'octroi d'éco-chèques électroniques.....	138
8. Éco-chèques accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants.....	142
9. Éco-chèque versus titre-repas.....	142
10. Aspects de droit du travail.....	143

Chapitre 6

Enfants	145
1. Crèches d'entreprise.....	146
1.1. Traitement fiscal.....	146
1.1.1. Dans le chef du travailleur.....	146
1.1.2. Dans le chef de l'employeur.....	147
1.2. Aspects de sécurité sociale.....	148
1.3. Aspects de droit du travail.....	149
2. Intervention dans les frais de crèche.....	149
2.1. Traitement fiscal.....	149
2.1.1. Dans le chef du travailleur.....	149
2.1.2. Dans le chef de l'employeur.....	151
2.2. Aspects de sécurité sociale.....	151
2.3. Le plan SEMA de la Communauté française.....	151
2.3.1. Principe.....	151
2.3.2. Convention de collaboration.....	151
2.3.3. Types de places.....	152
2.3.4. Intervention de l'employeur et abattement fiscal.....	152
2.3.5. Nombre de places limité.....	153
2.4. Projet pilote en Wallonie.....	153
2.5. Achat ou location de places au sein des milieux d'accueil néerlandophones.....	154
2.6. Aspects de droit du travail.....	154
3. Garde d'enfants (malades).....	154
3.1. Traitement fiscal.....	154
3.1.1. Dans le chef du travailleur.....	154
3.1.2. Dans le chef de l'employeur.....	155
3.2. Aspects de sécurité sociale.....	155

4.	Allocations familiales extralégales.....	155
4.1.	Définitions.....	155
4.2.	Aspects de sécurité sociale.....	156
4.2.1.	Généralités.....	156
4.2.2.	Position de l'ON.S.S.....	156
4.2.3.	Position de la jurisprudence.....	157
4.2.4.	Distinction entre les travailleurs : quel impact sur l'exonération sociale ?	158
4.2.5.	Allocations familiales extralégales et plan cafétéria.....	158
4.3.	Traitement fiscal.....	160
4.3.1.	Dans le chef du travailleur.....	160
4.3.2.	Dans le chef de l'employeur.....	161
4.4.	Conseil.....	161
4.5.	Modèle.....	161
5.	Intervention dans les frais de scolarité et d'études.....	162
5.1.	Traitement fiscal.....	162
5.1.1.	Dans le chef du travailleur.....	162
5.1.2.	Dans le chef de l'employeur.....	163
5.2.	Aspects de sécurité sociale.....	163
5.2.1.	Généralités.....	163
5.2.2.	Jurisprudence.....	163
6.	Prime de naissance.....	165

Chapitre 7

Frais propres à l'employeur.....	167	
1.	Notion et considérations générales.....	168
1.1.	Traitement fiscal.....	168
1.1.1.	Types de remboursement.....	169
1.1.2.	Fiches fiscales.....	171
1.1.3.	Ruling fiscal.....	173
1.1.4.	Accord avec le contrôleur fiscal local ?.....	178
1.1.5.	Conciliation fiscale.....	178
1.2.	Aspects de sécurité sociale.....	180
1.2.1.	Principe.....	180
1.2.2.	Forfaits.....	181
1.2.3.	Forfaits O.N.S.S. : quelle qualification au niveau fiscal ?	181
1.3.	Charge de la preuve.....	182
1.3.1.	Au niveau social.....	182
1.3.2.	Au niveau fiscal.....	182
1.4.	Conseil.....	183
1.5.	Modèle : convention de remboursement de frais.....	184
1.6.	Aspects de droit du travail.....	186
1.7.	Mode de remboursement : monnaie scripturale.....	187

2.	Frais de parking	187
2.1.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	187
2.2.	<i>Traitement fiscal</i>	188
3.	Frais de réception	188
3.1.	<i>Traitement fiscal</i>	188
3.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	188
4.	Frais de séjour	189
4.1.	<i>Frais de séjour pour missions en Belgique</i>	189
4.1.1.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	189
4.1.2.	<i>Traitement fiscal</i>	192
4.1.3.	<i>Cas particulier du voyage collectif</i>	196
4.2.	<i>Remboursement de frais exposés pendant des voyages de service à l'étranger</i>	197
4.2.1.	<i>Traitement fiscal</i>	197
4.2.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	202
4.2.3.	<i>Cumul avec des titres-repas</i>	203
4.2.4.	<i>Cumul avec un remboursement sur la base de justificatif</i>	204
4.2.5.	<i>Montants (depuis le 1^{er} août 2025)</i>	204
4.2.6.	<i>Cas particulier du séminaire organisé à l'étranger</i>	204
4.2.7.	<i>Cas particulier des voyages à l'étranger qui sont offerts en exécution de contrats de sponsoring à des sponsors ou à leurs invités</i>	205
4.2.8.	<i>Cas particulier des indemnités octroyées dans le secteur du transport et des autocars à des chauffeurs effectuant des déplacements internationaux</i>	208
5.	Frais de déplacements professionnels	210
5.1.	<i>Montant utilisé par l'État</i>	211
5.2.	<i>Montant applicable dans le secteur privé</i>	211
5.2.1.	<i>Obligation sectorielle ?</i>	211
5.2.2.	<i>Obligation au niveau de l'entreprise ?</i>	211
5.3.	<i>Montant accepté au niveau social et fiscal</i>	211
5.3.1.	<i>Traitement fiscal</i>	213
5.3.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	215
5.4.	<i>Déplacements à vélo</i>	216
5.5.	<i>Borne de chargement sur le lieu de travail</i>	216
5.5.1.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	216
5.5.2.	<i>Traitement fiscal</i>	216
5.6.	<i>Cas particulier du déménagement de l'entreprise : indemnité kilométrique</i>	217
6.	Indemnités pour travailleurs à domicile et télétravailleurs	217
6.1.	<i>Travail à domicile</i>	217
6.1.1.	<i>Définition</i>	217
6.1.2.	<i>Traitement fiscal</i>	217
6.1.3.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	218

Les rémunérations alternatives – 2026

6.2. Télétravail structurel	218
6.2.1. Définition	218
6.2.2. Traitement fiscal	219
6.2.3. Aspects de sécurité sociale	227
6.2.4. Tableau	228
6.3. Télétravail occasionnel	229
6.3.1. Définition	229
6.3.2. Traitement fiscal	229
6.3.3. Aspects de sécurité sociale	229
6.3.4. Tableau	229
7. Frais de représentation	230
7.1. Aspects de sécurité sociale	230
7.1.1. Utilisation d'un bureau personnel	230
7.1.2. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	231
7.1.3. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. et d'une connexion Internet privés	232
7.1.4. Garage	232
7.1.5. Parking et carwash	232
7.1.6. Littérature spécialisée et documentation	232
7.1.7. Frais de représentation stricto sensu	233
7.1.8. Frais de représentation « internes »	233
7.2. Traitement fiscal	233
7.2.1. Frais pour travail à domicile (« Home office »)	234
7.2.2. Petits frais de représentation	234
7.2.3. Utilisation du smartphone (ou G.S.M.) à des fins professionnelles	234
7.2.4. Utilisation à des fins professionnelles d'un P.C. privé	235
7.2.5. Frais accessoires de voiture	235
7.2.6. Points communs	235
8. Vêtements de travail et entretien	236
8.1. Généralités	236
8.1.1. Notion	236
8.1.2. Obligations de l'employeur	236
8.2. Aspects de sécurité sociale	237
8.2.1. Généralités	237
8.2.2. Montants	238
8.2.3. Hypothèses concrètes	238
8.3. Traitement fiscal	240
8.3.1. Dans le chef du travailleur	240
8.3.2. Dans le chef de l'employeur	240
8.4. Vêtement avec le logo de l'employeur	242
9. Tableau récapitulatif (1^{er} mai 2026)	243

10.	Cas particulier en cas de travail international.....	244
10.1.	<i>Cadres étrangers</i>	244
10.1.1.	<i>Contexte</i>	244
10.1.2.	<i>Travailleurs étrangers et dirigeants d'entreprise étrangers</i>	245
10.1.3.	<i>Chercheurs étrangers (« chercheurs impatriés »)</i>	247
10.1.4.	<i>Fiche fiscale (revenus 2025)</i>	248
10.1.5.	<i>Sort de l'ancien régime spécial de 1983</i>	248
10.1.6.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	248
10.2.	<i>Les indemnités de frais dans le cadre des détachements à l'étranger</i>	249
10.2.1.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	249
10.2.2.	<i>Traitement fiscal</i>	251
10.2.3.	<i>Aspects de droit du travail</i>	253
11.	Annexe : montants forfaitaires en cas de voyages d'affaires à l'étranger.....	256

Chapitre 8

Habitation	273	
1.	Aspects de sécurité sociale.....	274
1.1.	<i>Généralités</i>	274
1.2.	<i>Concierges</i>	275
1.3.	<i>Logement partagé par deux travailleurs</i>	275
1.4.	<i>Mise à disposition d'une caravane (concierge)</i>	275
2.	Traitement fiscal.....	276
2.1.	<i>Disposition gratuite d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble</i>	276
2.1.1.	<i>Généralités</i>	276
2.1.2.	<i>Forfait fiscal</i>	280
2.1.3.	<i>Questions particulières</i>	281
2.2.	<i>Fourniture gratuite du chauffage et de l'électricité utilisée à des fins autres que le chauffage</i>	282
2.2.1.	<i>Évaluation forfaitaire</i>	282
2.2.2.	<i>Évaluation sur la base de la valeur réelle</i>	283
2.2.3.	<i>Tableau</i>	284
2.2.4.	<i>Logement partagé par deux travailleurs</i>	285
2.2.5.	<i>Conseil et remarque</i>	285
2.3.	<i>Exemple</i>	285
2.4.	<i>Disposition gratuite de domestiques, de jardiniers, de chauffeurs, etc.</i>	286
2.5.	<i>Déductibilité</i>	286
2.6.	<i>Fiche fiscale (revenus 2025)</i>	286
2.7.	<i>Aspects de droit du travail</i>	287
2.8.	<i>Partie du loyer payée par la société au dirigeant d'entreprise à la suite de la location du bien immobilier bâti</i>	287
2.8.1.	<i>Principe</i>	287

2.8.2. Calcul	288
2.8.3. Statut matrimonial du dirigeant	289
2.8.4. Année incomplète et fin de mandat	289
2.8.5. Exemple.....	290

Chapitre 9

Options sur actions – Warrants – Cession d’actions	291
1. Options sur actions (stock-options)	292
1.1. <i>Traitement fiscal</i>	293
1.1.1. <i>Moment de l’imposition</i>	293
1.1.2. <i>Évaluation de l’avantage</i>	296
1.1.3. <i>Précompte professionnel</i>	299
1.1.4. <i>Fiches fiscales (revenus 2025)</i>	301
1.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	303
2. Cession d’actions	304
2.1. <i>Traitement fiscal</i>	304
2.1.1. <i>Cession d’actions avec décote</i>	304
2.1.2. <i>Attribution ou souscription d’actions à prix réduit dans le cadre de l’article 609 du Code des sociétés</i>	305
2.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	306
2.2.1. <i>Cession d’actions avec décote</i>	306
2.2.2. <i>Attribution ou souscription d’actions à prix réduit dans le cadre de l’article 609 du Code des sociétés</i>	306
2.3. <i>Cas particulier : actions octroyées par une société mère établie à l’étranger</i>	306
2.3.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	306
2.3.2. <i>Traitement fiscal</i>	308
3. Particularités en matière de plans d’options sur actions	308
3.1. <i>Plans d’options sur parts de sicav</i>	309
3.1.1. <i>Comment fonctionne un plan d’options sur parts de sicav ?</i>	309
3.1.2. <i>Exemple</i>	310
3.1.3. <i>Conditions imposées par le Service des Décisions Anticipées (SDA)</i>	311
3.2. <i>Plan de warrants/plan d’options court terme</i>	313
3.2.1. <i>Comment fonctionne un plan de warrants ?</i>	314
3.2.2. <i>Exemple</i>	314
3.2.3. <i>Conditions</i>	315
3.3. <i>Les options « miroirs »</i>	315
3.3.1. <i>Comment fonctionnent les options miroirs ?</i>	316
3.3.2. <i>Conditions d’application</i>	317
3.3.3. <i>Application du principe des options miroirs aux plans d’options de parts de sicav</i>	317

3.4. Nouveauté : les plans d'options sans intermédiaire.....	318
3.4.1. Plans warrants sans banque.....	319
3.4.2. Plans long terme sans banque.....	321
3.4.3. Comparaison chiffrée des produits court et long terme (février 2020).....	322
4. Aspects de droit du travail.....	322
5. Les pièges à éviter.....	323
5.1. Être couvert par un ruling propre et/ou par une lettre de l'O.N.S.S. récente.....	323
5.2. Respecter la limite des 20 %.....	324
5.3. Ne pas transformer en plan warrants un droit acquis ou un avantage certain.....	324
5.4. Ne pas supprimer le risque financier dans le chef des bénéficiaires.....	325
5.5. La revente automatique dans les plans warrants.....	325
6. Nouvelle taxe sur les plus-values.....	325
6.1. Champ d'application de la nouvelle taxe.....	325
6.2. Types de produit visés.....	325
6.3. Calcul de la taxe.....	326
6.3.1. Montant.....	326
6.3.2. Base imposable.....	326
6.3.3. Exception pour les actions et options acquises dans le cadre de la loi du 26 mars 1999.....	326
6.3.4. Perception de la taxe (personnes physiques).....	327
6.4. Entrée en vigueur.....	328

Chapitre 10

Outils IT (P.C., tablette, smartphone et Internet).....	329
1. Mise à disposition d'outils IT : P.C., tablette, smartphone et Internet.....	330
1.1. Principes de base.....	330
1.1.1. Utilisation privée.....	330
1.1.2. Usage strictement professionnel.....	330
1.1.3. Usage privé des installations dans les locaux professionnels.....	333
1.1.4. Travailleurs concernés.....	334
1.2. Traitement social et fiscal.....	334
1.2.1. Montants forfaitaires.....	335
1.2.2. Règles.....	335
1.2.3. Fiche fiscale (revenus 2025).....	339
1.3. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur.....	340
1.3.1. Déductibilité.....	340
1.3.2. T.V.A.....	340
1.4. Aspects de droit du travail.....	341
1.5. Combinaison frais propres à l'employeur et mise à disposition d'un outil IT.....	342
1.6. Conseil.....	342

1.7. Mise à disposition d'un ensemble d'outils de télécommunication (« pack »)	343
1.7.1. Aspects de sécurité sociale	343
1.7.2. Traitement fiscal.....	343
1.8. Mise à disposition d'outils IT par un tiers.....	343
1.9. Achat de l'appareil par le travailleur ou l'ex-travailleur	344
1.10. Conservation du numéro de téléphone après la fin du contrat de travail.....	345
2. Plan P.C. privé	345
3. Modèles.....	346
3.1. Convention de mise à disposition d'un ordinateur portable de société.....	346
3.2. Convention de mise à disposition d'une tablette de société	350
3.3. Convention relative à l'utilisation d'une connexion Internet.....	356
3.4. Convention de mise à disposition d'un smartphone (all inclusive).....	358
3.5. Convention de mise à disposition d'une carte SIM (abonnement téléphonique et Internet mobile).....	364
3.6. Déclaration relative à l'usage strictement professionnel de l'ordinateur portable (ou tablette) mis à disposition par l'employeur.....	368

Chapitre 11

Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	369
1. Champ d'application.....	370
1.1. Employeur	370
1.2. Bénéficiaires.....	370
1.2.1. Lien de subordination	370
1.2.2. Condition d'ancienneté.....	370
1.2.3. Exclusion des dirigeants d'entreprise	371
1.3. Formes possibles.....	371
1.4. Avantage collectif.....	371
2. La prime bénéficiaire	371
2.1. Définition.....	371
2.2. Initiative de l'employeur	372
2.3. Formes	372
2.3.1. Prime identique.....	372
2.3.2. Prime catégorisée.....	372
2.4. Instauration de la prime.....	373
2.4.1. Condition préalable	373
2.4.2. Prime bénéficiaire identique	373
2.4.3. Prime bénéficiaire catégorisée.....	374
2.5. Montant maximal des primes bénéficiaires.....	377
2.6. Rappel du caractère collectif et des règles de prorata.....	378
2.6.1. Collectif	378
2.6.2. Règles de prorata	378

2.7. Modèles	380
2.7.1. <i>Modèle de convention collective instaurant une prime bénéficiaire catégorisée</i>	380
2.7.2. <i>Modèle d'acte d'adhésion instaurant une prime bénéficiaire catégorisée</i>	382
3. Le plan de participation	384
3.1. <i>Définitions</i>	384
3.2. <i>Initiative de l'employeur</i>	384
3.3. <i>Instauration du plan</i>	385
3.3.1. <i>Conditions préalables</i>	385
3.3.2. <i>Procédure de concertation</i>	385
3.4. <i>Montant maximal des participations</i>	388
3.5. <i>Période d'indisponibilité</i>	388
4. La société coopérative de participation	389
4.1. <i>Notion</i>	389
4.2. <i>Forme</i>	390
4.3. <i>Période d'indisponibilité</i>	390
4.4. <i>Mentions du plan de participation</i>	391
5. Le plan d'épargne d'investissement	391
6. Traitement fiscal	392
6.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	392
6.1.1. <i>Prime bénéficiaire</i>	392
6.1.2. <i>Participations au capital</i>	392
6.1.3. <i>Prime bénéficiaire dans le cadre d'un plan d'épargne d'investissement</i>	392
6.1.4. <i>Base imposable</i>	392
6.1.5. <i>Exigibilité de la taxe</i>	393
6.1.6. <i>Redevables de la taxe</i>	393
6.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	393
6.3. <i>Déclaration et paiement</i>	393
6.3.1. <i>Délais de déclaration et de paiement</i>	393
6.3.2. <i>Mode de déclaration</i>	393
6.3.3. <i>Mode de paiement</i>	394
6.4. <i>Fiche fiscale (revenus 2025) – Prime bénéficiaire</i>	394
7. Aspects de sécurité sociale	395
7.1. <i>Prime bénéficiaire</i>	395
7.2. <i>Participations au capital</i>	395
8. Aspects de droit du travail	395
9. Code pénal social	396

Chapitre 12

Pensions complémentaires	397
1. Assurances-groupe	398
1.1. <i>Types d'engagement de pension</i>	398
1.1.1. <i>Plans de pension sectoriels</i>	399
1.1.2. <i>Plans de pension d'entreprise</i>	399
1.1.3. <i>Promesse de pension individuelle ou engagement individuel de pension</i>	400
1.2. <i>Affiliation à un plan de pension complémentaire</i>	401
1.2.1. <i>Affiliation obligatoire</i>	401
1.2.2. <i>Interdiction de discrimination</i>	402
1.3. <i>Aspects pratiques des plans de pension complémentaire</i>	406
1.3.1. <i>Rendement garanti</i>	406
1.3.2. <i>Âge de versement de la pension complémentaire</i>	408
1.3.3. <i>Période d'attente</i>	408
1.3.4. <i>Seuil pour le transfert</i>	408
1.4. <i>Information</i>	409
1.4.1. <i>Rapport annuel</i>	409
1.4.2. <i>Information annuelle</i>	409
1.4.3. <i>Informations au moment de l'affiliation (à partir du 1^{er} janvier 2026)</i>	409
1.4.4. <i>Informations au moment de la mise à la retraite (à partir du 1^{er} janvier 2025)</i>	410
1.4.5. <i>Accès pour le travailleur</i>	410
1.5. <i>Traitement fiscal</i>	411
1.5.1. <i>Contributions de l'employeur</i>	411
1.5.2. <i>Contributions des travailleurs</i>	412
1.5.3. <i>Prestations sous forme de capital</i>	412
1.5.4. <i>Prestations sous forme de rente</i>	416
1.5.5. <i>Tableau récapitulatif</i>	417
1.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	427
1.6.1. <i>Contributions de l'employeur : cotisation de base (8,86 %)</i>	427
1.6.2. <i>Contributions de l'employeur : cotisation Wijninckx</i>	428
1.6.3. <i>Prestations : cotisation sociale</i>	428
1.7. <i>Aspects de droit du travail</i>	431
2. Pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés (PL.C.S.)	431
2.1. <i>Cadre juridique</i>	432
2.2. <i>Initiative</i>	432
2.3. <i>Fonctionnement</i>	432
2.3.1. <i>Conclusion d'une convention de pension</i>	432
2.3.2. <i>Montant</i>	432
2.3.3. <i>Retenues sur le net</i>	434
2.3.4. <i>Versement</i>	434
2.3.5. <i>Information</i>	435

2.4. <i>Fin de la continuation individuelle de plans collectifs</i>	435
2.5. <i>Traitement fiscal</i>	435
2.5.1. <i>Contributions</i>	435
2.5.2. <i>Taxe</i>	436
2.5.3. <i>Prestations</i>	436
2.5.4. <i>Fiche fiscale</i>	436
2.6. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	436
3. Remboursement d'une assurance pension complémentaire privée	436
3.1. <i>Notion</i>	437
3.2. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	437
3.3. <i>Traitement fiscal</i>	437
3.3.1. <i>Versement par l'employeur dans l'épargne-pension du travailleur</i>	437
3.3.2. <i>Remboursement au travailleur du montant versé dans l'épargne-pension</i>	438
4. Tableau comparatif	438

Chapitre 13

Plan cafétéria	439
1. Définition	440
2. Formes possibles	440
3. Introduction du plan cafétéria	441
3.1. <i>Consentement des parties</i>	441
3.2. <i>Instrument juridique</i>	441
3.2.1. <i>Convention collective de travail d'entreprise</i>	441
3.2.2. <i>Politique générale et convention individuelle</i>	442
3.2.3. <i>Règlement de travail</i>	442
3.3. <i>Respect de la hiérarchie des sources</i>	442
3.4. <i>Participation volontaire ou obligatoire des travailleurs</i>	442
3.5. <i>Obligation d'information</i>	443
4. Règles à respecter	443
4.1. <i>Réglementation antidiscrimination</i>	443
4.2. <i>Respect du salaire minimum mensuel garanti</i>	443
4.3. <i>Respect de la norme salariale</i>	444
4.4. <i>Mesures anti-abus</i>	444
4.5. <i>Respect des règles de conversion</i>	445
5. Traitement social et fiscal	445
6. Valorisation des avantages	445
7. Exemples d'avantages qui peuvent se retrouver dans un plan cafétéria	446
7.1. <i>Avantages à convertir</i>	446
7.1.1. <i>Le salaire brut</i>	446

Les rémunérations alternatives – 2026

7.1.2. La prime de fin d'année	446
7.1.3. Le bonus individuel	446
7.1.4. La voiture de société et les autres avantages en nature	446
7.1.5. Les jours de congé extralégaux	447
7.1.6. Les primes diverses	447
7.1.7. Les remboursements de frais	447
7.2. Avantages à choisir	447
7.2.1. Les assurances et la santé	447
7.2.2. Les jours de congé supplémentaires	447
7.2.3. Les avantages en nature	448
7.2.4. Les warrants	448
7.2.5. La mobilité	448
7.2.6. La formation	449
7.2.7. Une carte avantage	449
7.2.8. La prime en liquide (solde)	449
7.3. Avantages déconseillés	449
7.3.1. Généralités	449
7.3.2. Les allocations familiales extralégales	449
8. Le plan cantine dans le cadre des pensions complémentaires	450
9. Étapes et points d'attention	451

Chapitre 14

Prêt octroyé au travailleur	453
1. Aspects de sécurité sociale	454
2. Traitement fiscal	454
2.1. Prêt hypothécaire	454
2.1.1. Moment de l'obtention de l'avantage	454
2.1.2. Évaluation de l'avantage	455
2.2. Prêt non hypothécaire à terme convenu	456
2.2.1. Notions	456
2.2.2. Moment de l'obtention de l'avantage	456
2.2.3. Évaluation de l'avantage	456
2.3. Prêt non hypothécaire sans terme convenu	459
2.4. Exemple	459
2.5. Fiche fiscale (revenus 2025)	460
2.6. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur	460
3. Aspects de droit du travail	461
4. Avance sur salaire	461

Chapitre 15

Primes diverses	463
1. Primes octroyées en raison d'un événement privé particulier	464
1.1. <i>Prime de mariage ou de cohabitation légale</i>	464
1.1.1. <i>Montant exonéré socialement et fiscalement</i>	464
1.1.2. <i>Déductibilité dans le chef de l'employeur</i>	464
1.1.3. <i>Sanction</i>	464
1.2. <i>Prime d'ancienneté ou de jubilé</i>	464
1.2.1. <i>Montant exonéré socialement et fiscalement</i>	464
1.2.2. <i>Déductibilité dans le chef de l'employeur</i>	470
1.2.3. <i>Sanction</i>	470
1.2.4. <i>Tableau</i>	470
1.3. <i>Prime ou allocation de naissance</i>	471
1.3.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	471
1.3.2. <i>Traitement fiscal</i>	471
1.4. <i>Décès : indemnité pour frais funéraires</i>	472
1.4.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	472
1.4.2. <i>Traitement fiscal</i>	472
1.5. <i>Compléments avantages sociaux (maladie et maternité)</i>	473
1.5.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	473
1.5.2. <i>Traitement fiscal</i>	473
2. Primes octroyées en raison d'un événement professionnel particulier	474
2.1. <i>Prime pour bonne idée</i>	474
2.1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	474
2.1.2. <i>Traitement fiscal</i>	474
2.1.3. <i>Déductibilité dans le chef de l'employeur</i>	474
2.2. <i>Prime en vue de lutter contre l'absentéisme – Prime d'assiduité</i>	475
2.2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	475
2.2.2. <i>Traitement fiscal</i>	475
2.3. <i>Primes uniques d'innovation</i>	475
2.3.1. <i>Champ d'application</i>	476
2.3.2. <i>Conditions relatives à l'innovation</i>	476
2.3.3. <i>Conditions relatives à la prime octroyée</i>	479
2.3.4. <i>Conditions relatives à la publicité du régime (procédure)</i>	480
2.3.5. <i>Formulaire</i>	481
2.4. <i>Prime exceptionnelle payée lors de la prise de pension</i>	484
2.5. <i>Prime récompensant l'apport d'un client</i>	484
2.6. <i>Complément aux vacances jeunes ou seniors</i>	485
2.6.1. <i>Vacances jeunes</i>	485
2.6.2. <i>Vacances seniors</i>	485
2.6.3. <i>Complément à un avantage social</i>	485

2.6.4. Sort du complément payé par l'employeur aux vacances jeunes ou seniors	486
2.7. Remboursement d'une formation	486
2.8. Prime de recrutement	486
2.8.1. Aspects de sécurité sociale	486
2.8.2. Traitement fiscal	487
2.9. Prix attribués à un sportif rémunéré	487
2.9.1. Aspects de sécurité sociale	487
2.9.2. Traitement fiscal	488
3. Synthèse	488

Chapitre 16

Repas (diverses formules)	491
1. Titres-repas	492
1.1. Titres-repas électroniques	492
1.2. Aspects de sécurité sociale	493
1.2.1. Conditions d'exonération	493
1.2.2. Calcul du nombre de titres-repas	497
1.2.3. Cas particuliers	504
1.3. Traitement fiscal	509
1.3.1. Dans le chef du travailleur	509
1.3.2. Dans le chef de l'employeur	510
1.4. Titres-repas accordés à des dirigeants d'entreprise indépendants	510
1.5. Modèles	512
1.5.1. Convention collective de travail concernant l'octroi de titres-repas électroniques	512
1.5.2. Convention individuelle relative à l'octroi de titres-repas électroniques	516
2. Restaurant d'entreprise	519
2.1. Traitement fiscal	519
2.1.1. Dans le chef du travailleur	519
2.1.2. Dans le chef de l'employeur	520
2.2. Aspects de sécurité sociale	521
3. Cumul entre titres-repas et restaurant d'entreprise	521
3.1. Aspects de sécurité sociale	521
3.1.1. Prix égal ou supérieur au prix coûtant	522
3.1.2. Prix inférieur au prix coûtant	522
3.1.3. Notion de prix coûtant	522
3.1.4. Cas particuliers	522
3.2. Traitement fiscal	523
4. Cumul entre titres-repas et frais de repas	524
4.1. Traitement fiscal	524

4.2. Aspects de sécurité sociale.....	525
4.2.1. Règle générale.....	525
4.2.2. Cas particuliers.....	526
5. Fourniture de repas.....	527
5.1. Aspects de sécurité sociale.....	527
5.2. Traitement fiscal.....	527
5.3. Cas particuliers.....	527
5.3.1. Indemnité de boisson.....	527
5.3.2. Distribution de fruits sur le lieu de travail.....	528
5.3.3. Distribution de noix et de fruits secs sur le lieu de travail.....	529
5.4. Cumul entre titres-repas et fourniture de repas.....	529
6. Tableau synthétique.....	531
7. Aspects de droit du travail.....	531

Chapitre 17

Santé du travailleur.....	533
1. Vaccinations.....	534
1.1. Aspects de sécurité sociale.....	534
1.2. Traitement fiscal.....	534
1.2.1. Dans le chef du travailleur.....	534
1.2.2. Dans le chef de l'employeur.....	534
2. Assurance hospitalisation.....	534
2.1. Traitement fiscal.....	535
2.1.1. Assurances visées.....	535
2.1.2. Régime fiscal des assurances collectives soins de santé.....	537
2.1.3. Remboursement d'une assurance hospitalisation.....	537
2.1.4. Remboursement d'une franchise.....	538
2.1.5. Assurance hospitalisation auprès d'une mutualité.....	538
2.1.6. Plan interne de frais médicaux.....	539
2.2. Aspects de sécurité sociale.....	539
2.2.1. Généralités.....	539
2.2.2. Remboursement d'une assurance hospitalisation.....	540
2.2.3. Remboursement d'une franchise.....	540
2.2.4. Assurances multiples.....	540
3. Assurance frais ambulatoires.....	540
3.1. Traitement fiscal.....	541
3.1.1. Dans le chef du travailleur.....	541
3.1.2. Dans le chef de l'employeur.....	541
3.1.3. Taxe annuelle sur les opérations d'assurance.....	541
3.2. Aspects de sécurité sociale.....	541

4.	Assurances collectives incapacité de travail visant à compenser une perte de revenus.....	542
4.1.	<i>Traitement fiscal</i>	542
4.1.1.	<i>Dans le chef du travailleur</i>	542
4.1.2.	<i>Dans le chef de l'employeur</i>	543
4.1.3.	<i>Taxe annuelle sur les opérations d'assurance</i>	543
4.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	543
5.	Assurances collectives pour incapacité physiologique et/ou économique.....	543
5.1.	<i>Traitement fiscal dans le chef du travailleur</i>	544
5.2.	<i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	544
6.	Assurances collectives qui couvrent plusieurs conventions de risque.....	544
6.1.	<i>Assurances collectives différenciées</i>	544
6.2.	<i>Assurances collectives non différenciées</i>	544
6.2.1.	<i>Traitement fiscal dans le chef du travailleur</i>	545
6.2.2.	<i>Traitement fiscal dans le chef de l'employeur</i>	545
7.	Tableaux fiscaux récapitulatifs.....	545
8.	Cotisations de mutuelle.....	547
8.1.	<i>Traitement fiscal</i>	547
8.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	548
9.	Check-up médical.....	548
9.1.	<i>Traitement fiscal</i>	548
9.2.	<i>Aspects de sécurité sociale</i>	548
10.	Autres situations.....	548
10.1.	<i>Verres correcteurs et prothèses auditives</i>	548
10.2.	<i>Prestations prises en charge par l'employeur</i>	549
10.3.	<i>Interventions de chirurgie esthétique</i>	549
10.4.	<i>Intervention de l'employeur dans les soins dentaires</i>	549
11.	Obligation d'information pour l'employeur.....	550
11.1.	<i>Droit de poursuite individuelle</i>	550
11.1.1.	<i>Notion</i>	550
11.1.2.	<i>Devoir d'information par l'employeur</i>	551
11.1.3.	<i>Sanctions</i>	552
11.2.	<i>Paiement de primes complémentaires</i>	552
11.2.1.	<i>Notion</i>	552
11.2.2.	<i>Devoir d'information par l'employeur</i>	553
11.2.3.	<i>Sanction</i>	553
11.3.	<i>Modèles de communication par l'employeur</i>	553
11.3.1.	<i>Communication du droit à la poursuite individuelle</i>	553
11.3.2.	<i>Communication du préfinancement de la poursuite individuelle</i>	554

Chapitre 18

Sport et culture	555
1. Chèques sport et culture	556
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	556
1.1.1. <i>Chèques sur support papier et sous forme électronique</i>	556
1.1.2. <i>Conditions spécifiques pour les chèques sport et culture électroniques</i>	557
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	558
1.2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	558
1.2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	558
1.3. <i>Chèques sport et culture sous forme électronique</i>	558
1.4. <i>Modèles</i>	559
1.4.1. <i>Convention collective de travail concernant l'octroi de chèques sport et culture électroniques</i>	559
1.4.2. <i>Convention individuelle concernant l'octroi de chèques sport et culture électroniques</i>	562
2. Abonnements ou billets d'entrée à des manifestations culturelles	564
2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	564
2.2. <i>Traitement fiscal</i>	565
2.2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	565
2.2.2. <i>Dans le chef de l'employeur</i>	565
3. Chèques-cadeaux octroyés dans le domaine du sport et de la culture	566
4. Cumul chèques-cadeaux et chèques sport et culture	566
5. Mise à disposition d'infrastructures sportives	566
5.1. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive appartenant à l'employeur</i>	566
5.1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	566
5.1.2. <i>Traitement fiscal</i>	567
5.2. <i>Utilisation gratuite d'une infrastructure sportive externe</i>	568
5.2.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	568
5.2.2. <i>Traitement fiscal</i>	568

Chapitre 19

Tarifs avantageux sur des produits ou services de l'entreprise	571
1. Produits et services de l'employeur	572
1.1. <i>Aspects de sécurité sociale</i>	572
1.1.1. <i>Généralités</i>	572
1.1.2. <i>Situation des franchisés</i>	573
1.1.3. <i>Notion de prix normal et de prix de revient</i>	573
1.1.4. <i>Tarif avantageux versus outil de travail</i>	574
1.2. <i>Traitement fiscal</i>	574
1.2.1. <i>Dans le chef du travailleur</i>	574

1.2.2. Dans le chef de l'employeur	575
1.2.3. Décisions anticipées intéressantes	575
1.3. Aspects de droit du travail	577
2. Prestataires externes : produits et services à prix réduit	577
2.1. Aspects de sécurité sociale	577
2.1.1. Accès à Internet – Réductions	577
2.1.2. Abonnements gratuits ou à prix réduit de revues éditées par d'autres sociétés d'un groupe	578
2.2. Traitement fiscal	578
2.3. Aspects de droit du travail	579
3. Cas particulier : service de repassage	579
3.1. Aspects de sécurité sociale	579
3.2. Traitement fiscal	579

Chapitre 20/1

Transport : la voiture de société	581
1. Traitement fiscal	582
1.1. Notion d'usage privé	582
1.1.1. Généralités	582
1.1.2. Lieu fixe de travail	583
1.1.3. Déplacements professionnels	583
1.1.4. Mise à disposition d'un tiers	584
1.1.5. Synthèse	585
1.2. Évaluation de l'avantage	586
1.2.1. Évaluation forfaitaire	586
1.2.2. Émission de CO ₂	588
1.2.3. Valeur catalogue	594
1.3. Réduction de l'avantage	602
1.3.1. Proratisation	602
1.3.2. Suspensions de contrat de travail	604
1.3.3. Cas des absences de longue durée	604
1.3.4. Véhicule utilisé uniquement pour les déplacements domicile/lieu de travail	604
1.3.5. Intervention du travailleur	604
1.4. Mise à disposition de différents véhicules	613
1.4.1. En cours d'année	613
1.4.2. Mise à disposition d'une voiture de remplacement	614
1.4.3. Perte temporaire de l'utilisation du véhicule pour cause d'entretien ou de réparation	615
1.4.4. Véhicule de transition	615

1.5. Mise à disposition de plusieurs véhicules.....	617
1.5.1. Contrats de leasing « 6 roues »	617
1.5.2. Pool de véhicules	617
1.5.3. Entreprise de garage.....	618
1.6. Salary split	618
1.7. Utilisation du véhicule après contrat de travail.....	618
1.8. Types de véhicules	619
1.8.1. Voitures, voitures mixtes et minibus	619
1.8.2. Camionnettes	620
1.8.3. Microvoitures.....	622
1.9. Véhicule électrique ou hybride et frais d'électricité	622
1.9.1. Fourniture gratuite d'électricité.....	623
1.9.2. Remboursement des frais d'électricité	623
1.9.3. Remboursement des frais d'électricité (borne de recharge publique)	627
1.9.4. Voiture de société électrique ou hybride sans intervention dans les frais d'électricité.....	628
1.10. Prêcompte professionnel	628
1.11. Fiches individuelles et relevés récapitulatifs (revenus 2025).....	629
1.11.1. Travailleurs (fiche 281.10)	629
1.11.2. Dirigeant d'entreprise (fiche 281.20).....	630
1.11.3. Ex-travailleur	630
1.12. Déductibilité.....	631
1.12.1. Date d'acquisition	631
1.12.2. Voitures essence et diesel (moteur à combustion)	633
1.12.3. Voitures hybrides rechargeables	634
1.12.4. Voitures entièrement électriques.....	635
1.12.5. Impôt des personnes morales.....	635
1.12.6. Dépenses non admises.....	635
1.13. Bornes de recharge.....	637
1.13.1. Au niveau des particuliers	637
1.13.2. Au niveau des entreprises	637
1.14. TVA.....	638
1.15. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur	638
1.16. Transfert de propriété de la borne de recharge	639
2. Aspects de sécurité sociale	639
2.1. Cotisation de solidarité	639
2.1.1. Généralités.....	639
2.1.2. Travailleurs intérimaires	640
2.2. Notion d'usage privé et de déplacements domicile/lieu de travail	640
2.2.1. Véhicule utilitaire	641
2.2.2. Déplacements domicile/lieu de travail	641
2.2.3. Résumé	642

2.3. Calcul de la cotisation	642
2.3.1. Formule.....	642
2.3.2. Changements.....	643
2.3.3. Émission de CO ₂	645
2.3.4. Cas particuliers.....	645
2.3.5. Caractère forfaitaire.....	645
2.4. Véhicules visés.....	646
2.4.1. Catégories M1 et N1.....	646
2.4.2. Véhicule avec une plaque marchande (plaque Z).....	647
2.4.3. Véhicule type pool car.....	647
2.4.4. Plaque minéralogique étrangère.....	647
2.4.5. Leasing au nom du travailleur et remboursement par l'employeur.....	647
2.5. Présomption réfragable.....	648
2.5.1. Comment l'employeur doit-il apporter cette preuve ?.....	648
2.5.2. Quelles sont les mesures concrètes que l'employeur peut prendre et qui peuvent servir d'éléments de preuve ?.....	649
2.5.3. Véhicules utilitaires.....	650
2.6. Déclaration et perception de la cotisation de solidarité.....	650
2.7. Sanctions.....	650
2.8. Déductibilité de la cotisation de solidarité.....	651
2.9. Utilisation du véhicule avant ou après contrat de travail.....	651
2.10. Achat du véhicule par le travailleur ou l'ex-travailleur.....	652
2.11. Véhicule électrique ou hybride et frais d'électricité.....	653
2.11.1. Voiture de société électrique ou hybride sans intervention dans les frais d'électricité.....	653
2.11.2. Fourniture gratuite d'électricité (recharge chez l'employeur – carte de recharge).....	653
2.11.3. Remboursement des frais d'électricité.....	654
2.11.4. Remboursement des frais d'électricité (borne de recharge publique).....	655
3. Schémas récapitulatifs.....	655
3.1. Usage privé de la voiture de société (2026).....	655
3.1.1. Voitures acquises (= achetées, prises en leasing ou en location) avant le 1 ^{er} juillet 2023.....	655
3.1.2. Voitures acquises (= achetées, prises en leasing ou en location) entre le 1 ^{er} juillet 2023 et le 31 décembre 2025.....	657
3.1.3. Voitures acquises (= achetées, prises en leasing ou en location) à partir du 1 ^{er} janvier 2026.....	658
3.2. Véhicules ordinaires/utilitaires.....	659
3.3. Véhicules thermiques, électriques ou hybrides et frais d'essence ou d'électricité.....	660

4.	Aspects de droit du travail.....	661
4.1.	La suspension du contrat de travail.....	661
4.1.1.	Suspension totale du contrat de travail.....	661
4.1.2.	Réduction des prestations de travail.....	662
4.2.	La fin du contrat de travail.....	663
4.2.1.	Prestation d'un délai de préavis.....	663
4.2.2.	Paiement d'une indemnité de préavis.....	663
4.2.3.	Licenciement pour motif grave.....	665
4.2.4.	Restitution de la voiture de société.....	665
4.2.5.	Démision du travailleur et clause de leasing.....	665
4.3.	Responsabilité en cas d'infraction.....	666
4.3.1.	La responsabilité civile.....	666
4.3.2.	La responsabilité pénale.....	667
4.4.	La restitution du véhicule de société réclamée par l'employeur pendant l'exécution du contrat.....	673
4.5.	Participation financière du travailleur et retenue sur salaire.....	674
4.6.	Véhicule de société étranger : documents à bord.....	674
4.7.	Entretien et nettoyage de la voiture de société.....	675
4.8.	Interdiction de fumer et voiture de société.....	675
4.9.	Voitures de société électriques et frais de rotation.....	676
5.	Voiture de société et déplacements domicile-lieu de travail.....	676
5.1.	Obligation d'utiliser la voiture de société ?.....	676
5.2.	Pas d'obligation d'intervention dans les frais de déplacements domicile-lieu de travail.....	676
5.3.	Cumul voiture de société et abonnement social.....	677
5.3.1.	Traitement fiscal.....	677
5.3.2.	Aspects de sécurité sociale.....	678
5.4.	Cumul voiture de société et indemnité vélo.....	678
5.4.1.	Traitement fiscal.....	678
5.4.2.	Aspects de sécurité sociale.....	679
5.5.	Cumul voiture de société et vélo de société.....	679
5.5.1.	Traitement fiscal.....	679
5.5.2.	Aspects de sécurité sociale.....	679
5.6.	Cumul voiture de société et voiture privée.....	679
5.6.1.	Traitement fiscal.....	680
5.6.2.	Aspects de sécurité sociale.....	680
6.	Mise à disposition d'une carte essence/borne de chargement.....	680
6.1.	Carte essence.....	680
6.1.1.	Le travailleur dispose d'une voiture personnelle.....	680
6.1.2.	Le travailleur dispose d'une voiture de société.....	681

6.2. Borne de chargement sur le lieu de travail	681
6.2.1. Le travailleur dispose d'une voiture personnelle	681
6.2.2. Le travailleur dispose d'une voiture de société	682
7. Modèles	683
7.1. Convention de mise à disposition d'une voiture de société – Car policy	683
7.2. Convention de mise à disposition d'une voiture de société (véhicule hybride) – Car policy	690
7.3. Convention de mise à disposition d'une voiture de société (véhicule électrique) – Car policy	700
7.4. Convention d'interdiction d'utilisation des véhicules appartenant à la société pour des fins privées	709
7.5. Convention de mise à disposition d'une carte essence	710

Chapitre 20/2

Transport : les alternatives à la voiture de société	713
1. La moto de société	714
1.1. Traitement fiscal	714
1.2. Aspects de sécurité sociale	714
2. Le vélo de société	714
2.1. Traitement social et fiscal	714
2.1.1. Notion d'accessoires	715
2.1.2. Vélos concernés	715
2.1.3. Cumul avec d'autres indemnités	716
2.1.4. Vélo électrique et borne de chargement	717
2.1.5. Fiche fiscale	717
2.2. Déductibilité dans le chef de l'employeur	720
2.3. Achat du vélo par le travailleur	720
2.3.1. Achat d'un vélo par l'employeur et remboursement par le travailleur	720
2.3.2. Reprise du vélo par le travailleur	721
2.4. Leasing vélo comme avantage en nature	721
2.4.1. Notion	721
2.4.2. Financement du leasing	722
2.4.3. Calcul de la retenue (opération neutre)	722
2.4.4. Formalités à accomplir	722
2.4.5. Traitement social et fiscal	722
2.4.6. Sort du vélo à la fin du contrat de leasing et à la fin du contrat de travail	723
3. La trottinette de société	723
3.1. Traitement fiscal	723
3.2. Aspects de sécurité sociale	723
4. Comparaison : voiture, moto, vélo	724

5. Le budget mobilité	725
5.1. Principe général	728
5.2. Procédure d'instauration du budget mobilité	729
5.2.1. Initiative de l'employeur	729
5.2.2. Demande du travailleur	729
5.2.3. Décision finale de l'employeur	729
5.2.4. Conclusion d'un écrit	729
5.2.5. Sanction	730
5.3. Conditions préalables à respecter	731
5.3.1. Dans le chef de l'employeur	731
5.3.2. Dans le chef du travailleur	732
5.3.3. Pas en remplacement	733
5.3.4. Respect de la norme salariale	734
5.4. Montant du budget mobilité	734
5.4.1. Montant de base : TCO	734
5.4.2. Montant minimum et maximum	743
5.4.3. Montant annuel	746
5.4.4. Montant individuel	746
5.4.5. Hypothèse du travailleur éligible à une voiture de société	747
5.4.6. Droit à une voiture de société, mais choix d'une catégorie inférieure	748
5.4.7. Entrée dans le système en cours d'année	748
5.4.8. Influence d'une occupation à temps partiel au moment de l'entrée dans le système	748
5.4.9. Variation du montant	749
5.4.10. Durée	752
5.5. Fonctionnement du budget mobilité	753
5.5.1. Pilier 1 : voiture de société respectueuse de l'environnement	753
5.5.2. Pilier 2 : mode de transport durable	762
5.5.3. Pilier 3 : solde	776
5.6. Gestion du budget mobilité	777
5.6.1. Compte mobilité	777
5.6.2. Informations	778
5.6.3. Pièces justificatives (pilier 2)	779
5.6.4. Situations possibles de remboursement	779
5.6.5. Conservation des données	780
5.7. Aspects de sécurité sociale	780
5.7.1. Pilier 1 : voiture de société	780
5.7.2. Pilier 2 : mode de transport durable	780
5.7.3. Pilier 3 : solde	780
5.8. Traitement fiscal	781
5.8.1. Dans le chef du travailleur	781

5.8.2. Dans le chef de l'employeur	781
5.8.3. Fiche fiscale (revenus 2025).....	781
5.9. Conséquence du budget mobilité : déplacements domicile-lieu de travail	781
5.9.1. Suppression de l'obligation d'intervention	781
5.9.2. Cumul budget mobilité et indemnité déplacements domicile-lieu de travail.....	782
5.10. Aspects de droit du travail.....	785
5.10.1. Suspension du contrat de travail	785
5.10.2. Fin du contrat de travail.....	785
5.10.3. Budget mobilité et déplacements professionnels.....	786
5.11. Cas particulier : travailleur disposant de plusieurs voitures de société	787
5.12. Sanction.....	787
5.13. Transfert conventionnel d'entreprise (C.C.T. n° 32bis)	787
6. Tableau budget mobilité.....	787
6.1. Règles de base.....	787
6.2. Régime social et fiscal.....	788
6.3. Exemple chiffré.....	788
6.3.1. Données	788
6.3.2. Calcul budget mobilité sur base réelle	789
6.3.3. Calcul budget mobilité sur base forfaitaire.....	790
7. Modèles.....	790
7.1. Convention de mise à disposition d'un vélo de société	790
7.2. Budget mobilité.....	794
7.2.1. Politique générale.....	794
7.2.2. Accusé de réception	804
7.2.3. Convention d'octroi d'un budget mobilité : avenant au contrat de travail.....	804
7.2.4. Demande de budget mobilité par le travailleur (par lettre ou par email)	806
7.2.5. Communication au travailleur du mode de calcul du budget mobilité et de son montant (lettre ou email)	807
7.2.6. Accord de l'employeur sur la demande du travailleur (lettre ou email).....	808

Chapitre 20/3

Transport : déplacements domicile-lieu de travail et TCO.....	809
1. Frais de déplacement domicile-lieu de travail.....	810
1.1. Principe : obligation d'intervention de l'employeur	810
1.1.1. Transport par chemin de fer	810
1.1.2. Autres moyens de transport public (bus, métro, tram).....	811
1.1.3. Transports en commun publics combinés	812
1.1.4. Transport privé	812
1.1.5. Transport par vélo.....	812
1.1.6. Transport avec une trottinette (électrique ou non) et micromobilité.....	815

1.1.7. Transport à pied.....	815
1.1.8. Transport effectué en bateau-bus	815
1.1.9. Transport effectué en « Max Mobiel ».....	816
1.1.10. Transports en commun publics effectués à l'étranger.....	816
1.1.11. Transport collectif organisé (ou non)	816
1.2. Traitement fiscal.....	816
1.2.1. Transports en commun (train, bus, métro, tram combinés)	817
1.2.2. Transport privé (voiture, moto, cyclomoteur).....	817
1.2.3. Transport par vélo.....	819
1.2.4. Transport avec une trottinette (électrique ou non), hoverboards, monowheels et segways (micromobilité).....	823
1.2.5. Transport à pied.....	823
1.2.6. Transports effectués en bateau-bus	824
1.2.7. Frais de parking.....	824
1.2.8. Traitement fiscal dans le chef de l'employeur.....	824
1.2.9. Tableau récapitulatif	824
1.3. Aspects de sécurité sociale.....	826
1.3.1. Transports en commun (train, bus, métro, tram combinés)	827
1.3.2. Transport privé.....	827
1.3.3. Transport par vélo.....	828
1.3.4. Transport avec une trottinette (électrique ou non), hoverboards, monowheels et segways (micromobilité).....	830
1.3.5. Transport à pied.....	831
1.3.6. Frais de parking.....	831
2. Transport collectif organisé/TCO (covoiturage).....	831
2.1. Traitement fiscal.....	831
2.1.1. Véhicule privé.....	832
2.1.2. Minibus.....	833
2.1.3. Véhicule mis à disposition par l'employeur.....	833
2.1.4. Schéma récapitulatif	835
2.1.5. Déclaration dans la fiche fiscale 281.10 (revenus 2025)	838
2.1.6. Déductibilité dans le chef de l'employeur	839
2.2. Aspects de sécurité sociale.....	839
2.2.1. Véhicule privé.....	839
2.2.2. Minibus.....	840
2.2.3. Véhicule de société.....	840
2.3. Modèles	843
2.3.1. Convention de transport collectif organisé (conducteur et passager)	843
2.3.2. Annexe à la convention de transport collectif organisé – Dispositions pratiques (conducteur).....	844
2.3.3. Annexe à la convention de transport collectif – Dispositions pratiques.....	846

3.	Tableaux récapitulatifs	848
3.1.	<i>Tous les types de transport (2026)</i>	848
3.2.	<i>Transport vélo et obligations sectorielles</i>	851

Chapitre 21

Norme salariale	853	
1.	La norme salariale	854
1.1.	<i>Base légale et raison d'être</i>	854
1.2.	<i>Procédure</i>	855
1.3.	<i>Normes salariales depuis 1996</i>	856
1.4.	<i>Norme salariale pour 2025-2026</i>	857
1.5.	<i>Attitude du secteur versus attitude de l'employeur</i>	857
2.	Champ d'application de la norme salariale	858
3.	Notion de coût salarial	858
4.	Calcul de la norme salariale	859
4.1.	<i>Coût salarial moyen</i>	859
4.1.1.	<i>Définition</i>	859
4.1.2.	<i>Application</i>	859
4.2.	<i>Méthode de calcul</i>	860
4.3.	<i>Valeur des avantages en nature</i>	860
4.4.	<i>Dépassement par convention</i>	861
5.	Éléments exclus de la notion de coût salarial	861
5.1.	<i>Exclusions légales</i>	861
5.1.1.	<i>Indexations et augmentations barémiques</i>	861
5.1.2.	<i>Participations au capital et primes bénéficiaires</i>	862
5.1.3.	<i>Accroissement de l'effectif du personnel</i>	862
5.1.4.	<i>Cotisations versées dans le cadre des régimes de pension sociaux</i>	862
5.1.5.	<i>Primes uniques d'innovation</i>	863
5.1.6.	<i>Frais propres à l'employeur</i>	863
5.1.7.	<i>Mesures spécifiques (coronavirus)</i>	863
5.1.8.	<i>Exception temporaire 2026 : titres-repas</i>	864
5.2.	<i>Autres exclusions</i>	864
5.2.1.	<i>Sursalaires</i>	864
5.2.2.	<i>Promotions, bonus et commissions</i>	864
5.2.3.	<i>Avantages non récurrents liés aux résultats</i>	864
5.2.4.	<i>Modification de commission paritaire ou transfert d'entreprise</i>	865
5.2.5.	<i>Application de la réglementation ou mesures publiques</i>	865
5.2.6.	<i>Réorganisation du travail</i>	865
5.2.7.	<i>Une politique de rémunération neutre sur le plan du genre et de l'âge</i>	865

6. Contrôles et sanctions	866
6.1. <i>Au niveau sectoriel</i>	866
6.2. <i>Au niveau de l'employeur</i>	866
7. Essai de synthèse	866

Chapitre 22

Rémunérations alternatives : synthèses	871
1. Tableau comparatif des avantages selon leur traitement social et fiscal	872
2. Tableau comparatif : titres-repas / éco-chèques / chèques sport et culture / chèques-cadeaux	876
3. Tableau comparatif des différentes primes à octroyer aux travailleurs	878
3.1. <i>Règles</i>	878
3.2. <i>Exemple chiffré (2026)</i>	882